

La résiliation des contrats par les consommateurs est facilitée !



© 2022 Les Echos Publishing

La récente loi en faveur du pouvoir d'achat vient simplifier la résiliation des contrats qui sont conclus par les consommateurs par voie électronique ainsi que de ceux qui ont été conclus par un autre moyen mais qui, au jour de la résiliation, peuvent être conclus par voie électronique. Un grand nombre de contrats conclus entre consommateurs et professionnels, y compris les contrats de fourniture d'eau potable et d'assainissement, sont donc concernés, exception faite des contrats d'assurance qui sont soumis à des règles spécifiques de résiliation.

En pratique, les professionnels devront mettre à disposition des consommateurs une fonctionnalité gratuite leur permettant d'accomplir, par voie électronique, la notification et les démarches nécessaires pour résilier le contrat (par exemple, un bouton ou un onglet à cette fin sur leur site internet). Ils devront également confirmer au consommateur la réception de cette notification et l'informer, dans un délai raisonnable, de la date à laquelle le contrat prendra fin et des effets de la résiliation.

Un décret fixera les modalités techniques de nature à garantir aux consommateurs un accès facile, direct et permanent à la fonctionnalité prévue pour la résiliation et précisera les

informations que les professionnels devront fournir à ces derniers.

Le 1^{er} juin 2023 au plus tard

L'entrée en vigueur de cette obligation est subordonnée à la publication de ce décret. Sachant qu'elle devra intervenir le 1^{er} juin 2023 au plus tard. L'obligation s'appliquera aux contrats en cours à la date de son entrée en vigueur.

Attention : tout manquement à cette nouvelle obligation sera passible d'une amende administrative pouvant aller jusqu'à 15 000 € pour une personne physique et jusqu'à 75 000 € pour une personne morale.

[Art. 15, loi n° 2022-1158 du 16 août 2022, JO du 17](#)

© 2022 Les Echos Publishing